

PdeC

SECRETARY - GENERAL'S TRIPS - TRIP TO GENEVA AND PARIS - 23 NOV 1982 - 22 MAY 1985 -  
GENEVA, SWITZERLAND (ACC)

**PLEASE RETAIN  
ORIGINAL ORDER**

UNCLASSIFIED

EL/WG JULY 2006

UN ARCHIVES

SERIES	<u>S-1022</u>
BOX	<u>79</u>
FILE	<u>14</u>
ACC.	<u>      </u>

UNITED NATIONS



NATIONS UNIES

POSTAL ADDRESS—ADRESSE POSTALE UNITED NATIONS, N. Y. 10017  
CABLE ADDRESS—ADRESSE TELEGRAPHIQUE UNATIONS NEWYORK

6f. VD/EP/AS  
#5  
Spokesman  
Inp Geneva  
April  
UNCA 85

REFERENCE:

New York, le 22 mai 1985

Monsieur le Président,

Je vous remercie d'avoir bien voulu me faire parvenir une copie de la lettre que vous avez adressée le 30 avril au Secrétaire général, qui m'a demandé de vous répondre en son nom.

Le Secrétaire général et moi-même avons, bien entendu, pris note de vos remarques, avec le regret qui s'impose devant tant de malentendus. Premièrement, si je n'ai pas "jugé utile" (citation de votre lettre) de participer au briefing du mardi 23 avril, c'est parce que l'activité principale, et pour tout dire unique, du Secrétaire général était la présidence du CAC, aucun rendezvous d'ordre politique n'étant inscrit au programme. J'avais pris ma décision après consultations avec Mme Gastaut, et après avoir bavardé avec nombre de vos collègues dans les couloirs et dans la salle de presse où j'avais passé pas mal de temps, tout en regrettant de ne pas vous avoir rencontré personnellement.

Comme vous l'indiquez d'ailleurs, dès que M. Grégoire m'a communiqué le souhait de vos collègues de me rencontrer, je me suis mis à leur disposition et ce un quart d'heure après le briefing officiel. En ce qui concerne "l'importante réunion avec M. M'Bow" (citation de votre lettre), autre malentendu: J'avais dit à mon briefing que le Secrétaire général avait, bien entendu, eu plusieurs occasions de s'entretenir avec le Directeur général de l'UNESCO, présent à Genève pour le CAC - ils ont eu par la suite (plus de cinq heures après le briefing) une brève conversation dans le couloir. Il s'agissait d'un échange tout à fait classique peu susceptible de retentissement dans la presse, et qui n'avait strictement rien à voir avec les problèmes actuels de l'UNESCO.

...../

M. W. Meth  
Président  
Association des Correspondants  
auprès des Nations Unies à Genève  
Palais des Nations  
1211 GENEVE 10



- 2 -

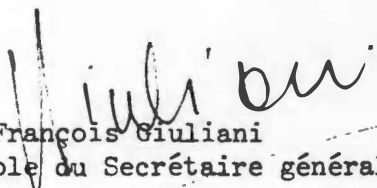
D'autre part, aucune interview n'a été officiellement accordée par le Secrétaire général pendant son séjour à Genève. Son calendrier ne le permettait pas, et afin de ne pas favoriser tel ou tel correspondant par rapport aux autres, il avait été décidé de remettre toute rencontre avec la presse au mois de juillet, quand le Secrétaire général séjournera en Suisse plus longuement.

Plusieurs correspondants accrédités au Palais des Nations, dont celui de la Télévision suisse, se sont rendus à l'Université de Genève pour entendre la conférence du Secrétaire général, et lui ont posé à la sortie des questions auxquelles il a bien voulu répondre. Bien entendu, si les autres demandeurs d'interviews avaient fait le même effort, ils auraient obtenu la même satisfaction.

Je tiens à vous assurer que le Secrétaire général, comme il vous l'a affirmé lui-même dans son message de félicitations lors de votre élection, tient à maintenir les relations les plus étroites avec les correspondants accrédités au Palais des Nations. Il attache grand prix à leur travail et à la communication sérieuse et amicale qu'il entretient avec eux. Votre demande de conférence de presse sera par conséquent considérée très favorablement à l'occasion de la visite de juillet.

Pour ma part, je compte de nombreux amis à l'UNCA de Genève, et vous savez certainement que je n'a jamais perdu de vue les intérêts et besoins de vos collègues. Peut-être ai-je pêché (*mea culpa*) en voulant leur éviter de perdre leur temps lors de mon dernier séjour.

En attendant le plaisir de vous revoir au début de l'été, je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'expression de mes sentiments les meilleurs.



François Giuliani

Porte-parole du Secrétaire général

Copie: Mme T. Gastaut, Directeur, Service d'information, Genève



RECEIVED Sg.

MAY 1 1985  
Mr. Giuliani with the other 5 pages.

ASSOCIATION DES CORRESPONDANTS AUPRÈS DES NATIONS UNIES A GENÈVE  
GENEVA ASSOCIATION OF UNITED NATIONS CORRESPONDENTS

Palais des Nations, Genève

Genève, le 30 avril 1985

Monsieur le Secrétaire-Général,

Notre Association regrette de n'avoir pu vous rencontrer lors de votre dernier passage à Genève. Ce regret est avivé par le fait que votre porte-parole n'a pas jugé utile de venir nous renseigner lors du briefing du mardi pour nous donner des informations sur les conversations importantes que vous aviez au même moment à Genève, notamment avec M. M'Bow.

M. Giuliani a, par la suite, bien voulu répondre aux questions des correspondants mais, pour la plupart, cette intervention arrivait trop tard en raison de la fin du premier round des négociations soviéto-américaines à Genève.

D'autre part, les correspondants ont regretté que, bien que n'étant pas en visite officielle, vous ayez accordé une interview à la Télévision suisse à l'occasion de votre conférence à l'Université de Genève, ceci au préjudice de la presse accréditée dont plusieurs membres avaient demandé, à l'avance, de vous rencontrer.

L'Association des Correspondants espère que vous voudrez bien tenir compte de ces remarques et se réjouit de votre visite au début juillet pour laquelle elle fera tout son possible afin que vos contacts avec les médias soient des plus efficaces.

Veuillez croire, Monsieur le Secrétaire-Général, à l'expression de nos sentiments distingués.

Pour le Comité :

M. Javier Perez de Cuellar

Secrétaire-Général des Nations Unies

United Nations

New-York, N.Y. 10017

W. Meth, Président

Copies : M. F. Giuliani

Mme Th. Gastaut

cc: SG

3-5  
b1: VD/EO/ZHAO/ID/GR/FP/IM

Geneva  
File: ~~Rxxxx~~ trip file

XRef: UNA's/world

3 May 1985

Nicole ~~L...~~

3752

5117

EOSG

MONSIEUR GUY-OLIVIER SEGOND  
PRÉSIDENT DE LA SECTION GENEVOISE  
DE L'ASSOCIATION SUISSE POUR LES NATIONS UNIES  
CONSEILLER DE GENÈVE,  
GENÈVE

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

DE RETOUR À NEW YORK, JE TIENS À VOUS REMERCIER VIVEMENT DE NOUS  
AVOIR SI AIMABLEMENT ACCUEILLIS, LES MEMBRES DE MA DÉLÉGATION ET  
MOI-MÊME, À L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE.

GRÂCE À VOUS, J'AI PU M'ADRESSER AUX PROFESSEURS, AUX ÉTUDIANTS ET  
AUX HABITANTS DE GENÈVE QUI S'INTÉRESSENT AUX NATIONS UNIES ET M'EFFORCER  
DE SATISFAIRE LEUR LÉGITIME CURIOSITÉ, CE DONT JE VOUS SUIS TRÈS  
RECONNAISSANT.

JE VOUS PRIE D'AGRÉER, MONSIEUR LE PRÉSIDENT, L'EXPRESSION DE MA  
CONSIDÉRATION DISTINGUÉE.

JAVIER PÉREZ DE CUÉLLAR

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

ORGANISATION DES NATIONS UNIES



Alvaro de Soto, Special Assistant to SG



# Genève - ONU

*Trup file  
Geneva (ACC)  
April 85*

Genève, le 2 mai 1985

Monsieur J. Perez de Cuellar  
3, Sutton Place

New York City 10022

USA



Monsieur le Secrétaire général et Cher Monsieur,

Par ces quelques lignes, je tiens à vous remercier sincèrement, au nom de l'Association de Genève pour les Nations Unies comme en mon nom personnel, d'avoir consacré votre soirée du 22 avril 1985 aux habitants de Genève et plus particulièrement, aux jeunes étudiants de l'Université.

En acceptant de prononcer cette conférence et de répondre aux questions du public, vous n'avez pas seulement donné l'occasion aux Genevois et aux internationaux de s'informer directement à la source. Vous avez surtout apporté, par votre présence, une preuve de la Vie qui anime l'ONU. Face à ce public, souvent passionné, votre conviction, forte et calme, a impressionné tous les participants, qui ont apprécié, en l'applaudissant, la présence de Madame Marcela Perez de Cuellar.

En vous remerciant d'avoir fait le voyage de Genève et d'avoir assuré le succès - exceptionnel pour notre ville - de cette soirée, je vous prie de croire, Monsieur le Secrétaire général et Cher Monsieur, à mes sentiments les meilleurs.

*Avec mes bons vœux,*

Guy-Olivier SEGOND  
Président

FP/sm

cc: SG  
Ms. Ingrid Lehman  
NGO, DPI

File: 4m15/Ref. S  
XRef: Trip Geneva Followup  
b/f: VD/EO/ZHAO/ID/GP/JPK/IM

" Misc. Org  
" Model ONI

Le 1er mai 1985

Chère Mademoiselle,

Au nom du Secrétaire général, je tiens à vous remercier de votre lettre du 22 avril 1985 ainsi que de vos aimables propos concernant le discours qu'il avait prononcé ce jour-là à Genève.

Le Secrétaire général aurait aimé pouvoir accepter votre invitation et assister à la cérémonie officielle d'ouverture de l'assemblée générale de votre organisation qui aura lieu à Genève le 11 décembre. Malheureusement, la date en question coïncide avec la 40ème session de l'Assemblée générale, période de l'année pendant laquelle sa présence est requise au siège et il lui est impossible de s'absenter de New York. Le Secrétaire général se voit donc dans l'obligation de décliner votre invitation. Il s'a cependant chargé de vous transmettre ses remerciements avec ses meilleurs vœux de succès.

Veuillez croire, Chère Mademoiselle, à l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Alvaro de Soto  
Assistant spécial  
du Secrétaire général

Mademoiselle Nancy Johnson  
Président du S.U.N.  
10 chemin de Sédex  
1221 Thônex, Genève  
Suisse

SS DPI

.GENEVA (DPI) 23 1149

UNXP 155 IMMEDIATE

*Trip Geneva (Acc) 4250*

PIOLA, SILL DE GASTAUT. QUATRE QUOTIDIENS GENEVOIS COMMENTENT LONGUEMENT ALLOCUTION PRONONCEE PAR SEGEN LE 22 AVRIL A UNIVERSITE DE GENEVE A L INVITATION DE LA SECTION GENEVOISE DE L ASSOCIATION POUR LES NATIONS UNIES. COUVERTURE SUR DISCOURS ET DEBAT QUI A SUIVI EST POSITIVE. AAA, JOURNAL DE GENEVE (PAGE 19) TITRE: QUOTE M. PEREZ DE CUELLAR PARLE DE L ONU A GUICHETS FERMES, MAIS A AUCUN MOMENT LA SALLE N A VIBRE D ENTHOUSIASME. LE SECRETAIRE GENERAL S ETAIT INTERDIT DE FAIRE DU PROSELYTISME EN FAVEUR DE L ADHESION DE LA SUISSE A L ONU UNQUOTE. LA JOURNALISTE REMARQUE QUE LA SALLE ETAIT PLEINE MAIS QUE LA SOIREE FUT ASSEZ MORNE CAR L ENTREE DE LA SUISSE NE FUT PAS EVOQUEE. ELLE RESUME LE DISCOURS ET LE DEBAT NOTAMMENT AU SUJET D UN DEMENAGEMENT D UNE DIVISION DE L ONU A VIENNE, DEMENAGEMENT NIE PAR LE SECRETAIRE GENERAL. BBB, LA SUISSE (PAGE 35) TITRE: QUOTE M. PEREZ DE CUELLAR EN DIRECT: ONU: UNE LECON DE PRAGMATISME UNQUOTE. RICHARD LABEVIERE ESTIME QUE LA CONFERENCE FUT QUOTE UN MESSAGE DE PAIX, DE TOLERANCE, ALLIE A UNE LECON DE PRAGMATISME UNQUOTE, ET QU ELLE S EST DEROULEE SUR LE MODE DE LA DEMOCRATIE DIRECTE. IL EAPPELLE L INTRODUCTION DONNEE PAR M. SEGOND QUI A QUALIFIE LE SECRETAIRE GENERAL QUOTE D HONNETE HOMME UNQUOTE ET NOTE QUE LE SEVRETAIRE GENERAL A EVITE LE PIEGE DU BILAN DE L INSTITUTION POUR SOULIGNER UN EFFORT D ESPERANCE. IL CITE DES EXTRAITS DU DISCOURS. CCC, LE COURRIER (PAGE DE COUVERTURE) TITRE QUOTE M. PEREZ DE CUELLAR A L UNIVERSITE DE GENEVE: HOMMAGE DU VICE A LA VERTU UNQUOTE.



LE JOURNAL REPREND LA DEPECHE DE L AGENCE DE PRESSE SUISSE AIS.  
ATS NOTE LES EFFORTS DE L ONU EN FAVEUR DE LA PAIX ET REMARQUE  
QUE LE SECRETAIRE GENERAL N AVAIT QUOTE PAS L INTENTION DE  
FAIRE UN PROSELYTISME NI D INTERVENIR DANS LE DEBAT UNQUOTE SUR  
L ADHESION DE LA SUISSE A L ONU. ATS NOTE QUE L ONU A TENDU  
A RELATIVISER LES IDEOLOGIES EN MONTRANT L IMPORTANCE DE LA  
COEXISTENCE. ELLE A CONTRIBUE A PREVENIR DES CONFLITS ET  
OBTENIR DES CESSEZ-LE-FEU. PARLANT DES '' CASQUES BLEUS '' , ATS  
NOTE QUE DES PAYS NEUTRES CONTRIBUENT DES CONTINGENTS. DDD,  
TRIBUNE DE GENEVE, TITRE: '' LES DROITS DE L HOMME D ABORD '' .  
LA SALLE ETAIT PRISE D ASSAUT PLUS UNE PLACE DE LIBRE. AU  
CENTRE DES PREOCCUPATIONS DU PUBLIC: LES DROITS DE L HOMME.  
UN AUDITEUR VIVEMENT APPLAUDI A CRITIQUE LA COMMISSION DES  
DROITS DE L HOMME COMPOSEE DE 43 ETATS DONT '' L IMMENSE  
MAJORITE VIOLETOUS LES JOURS LES DROITS DE L HOMME '' .M. PEREZ  
DE CUELLAR A REPPELE QUE LES MEMBRES DE CETTE COMMISSION SONT  
ELUS PAR L ASSEMBLEE GENERALE ET QU IL NE SE PASSE PAS UN JOUR  
SANS QU IL N ESSAIE D AGIR POUR UN CAS OU POUR UN AUTRE. MAIS  
SANS BRUIT A-T-IL PRECISE. ETAIT-CE UNE ALLUSION AUX METHODES  
MOINS DISCRETES ET AUX PRISES DE POSITION COURAGEUSES DE THEO  
VAN BOVEN... LIMOGES EN 1982 PAR M. PEREZ DE CUELLAR QUI VENANT  
D ENTRER EN FONCTIONS QUERY  
COL 155 22 19 35 43 1982

=04231231

=04231236

FP/sm

cc: SG

File:

XRef:

b/f:

25-4  
Trip Geneva (AU) follow up  
MISC. O/S  
VB/EO/ZHAO/ID/GP/JPK/IM

Le 25 avril 1985

Cher Monsieur,

Le Secrétaire général, qui vient de rentrer de son voyage à Genève et à Paris, m'a chargé de vous remercier de votre aimable lettre du 12 avril à laquelle il a été extrêmement sensible.

Au cas où vous n'auriez pas pu vous le procurer, je vous envoie ci-joint le texte du discours que le Secrétaire général a prononcé le 22 avril à la réunion parrainée par l'Association Suisse des Nations Unies et l'Université de Genève.

Veuillez agréer, Cher Monsieur, l'assurance de ma haute considération.

Alvaro de Soto  
Assistant Spécial  
du Secrétaire général

Monsieur Jean F. Freymond  
Centre d'Etudes pratiques de la  
Négociation internationale  
11a, avenue de la Paix  
1202 Genève  
Suisse

AS

CENTRE D'ÉTUDES PRATIQUES DE LA NÉGOCIATION INTERNATIONALE  
CENTRE FOR APPLIED STUDIES IN INTERNATIONAL NEGOTIATIONS

JFF'gm

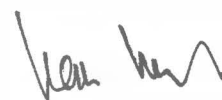
Genève, le 12 avril 1985

Monsieur le Secrétaire Général et cher Monsieur,

J'aurais beaucoup souhaité venir vous entendre le 22 avril parler des "Nations Unies : 40 années au service de la paix". Malheureusement, je serai absent de Genève à cette date. Croyez que je le regrette beaucoup.

Je suis très heureux que vous ayez, une fois de plus, accepté de parler à Genève de l'Organisation dont vous assumez la responsabilité. Elle suscite tant d'espairs, exagérés souvent, mais elle est bien mal comprise et bien mal connue. Même dans une des villes où sa présence est très marquée.

En espérant avoir le plaisir de vous revoir dans un avenir pas trop éloigné, je vous prie de croire, Monsieur le Secrétaire Général et cher Monsieur, à l'assurance de ma très haute considération.



Jean F. Freymond

Monsieur Javier Perez de Cuellar  
Secrétaire Général  
Nations Unies  
United Nations Headquarters  
New York, N.Y. 10017  
U.S.A.

# United Nations Press Release

Department of Public Information  
Press Section  
United Nations, New York



SG/SM/3685  
22 April 1985

SG Address  
Trip Geneva  
UNAs in the world  
Misc Univs

## SECRETARY-GENERAL'S ADDRESS TO MEETING OF UNITED NATIONS ASSOCIATION OF SWITZERLAND AND UNIVERSITY OF GENEVA

Following is the text of a statement by Secretary-General Javier Perez de Cuellar entitled "The United Nations: forty years in the service of peace", delivered today to a meeting sponsored by the United Association of Switzerland and the University of Geneva. The statement is translated from French:

First of all, I wish to thank you for having organized this meeting and inviting me to speak here. I am always very happy to see that in places devoted to intellectual pursuits the most distinguished minds turn towards the institution which it is my responsibility to represent. In the period of doubts and difficulties through which it is currently passing, it greatly needs to be better understood and, above all, to be firmly supported by a serene and impartial school of thought. It also relies greatly on the associations which, throughout the world, propagate its ideals, disseminate information about its activities and defend it against criticism which is often unjust and unfounded. That is why I am very happy to have the opportunity to address you and, in particular, to address the representatives of the Swiss United Nations Association.

I have therefore decided today to go straight to the heart of the matter and to speak to you about the reason for the existence of the United Nations: international peace.

The United Nations was, indeed, established to exorcise the spectre of war. It was set up 40 years ago on a field of ruins, and the main concern of its founders was to protect their descendants against a similar calamity. This was not a new variant of the old Utopian dream of all mankind living in peace and harmony. It was the normal and reasonable reaction of people who had witnessed the horrors of total war and had realized, even before the first nuclear bombs exploded, that war had become more than a crime, it had become an absurdity.

In one sense, their hope has been fulfilled. There has been no third world war. We have not taken the risk of provoking the apocalypse. But war has not disappeared. It has taken the form of conflicts which are limited as regards space and the means employed but unlimited as regards time and hence,

(more)

3352P

For information media — not an official record

extremely deadly and destructive. It has taken the form of terrorist acts which create a climate of fear and violence capable of shaking régimes which are apparently among the most stable. Lastly, it has found a redoubtable replacement in an arms race which increasingly appears to be the great fatality of our times. It is fatal because it obeys an implacable logic which, no matter how insane, nevertheless seems to impose its law on most leaders. It is also fatal in so far as it impoverishes the whole world, thus helping to aggravate the poverty in which so many of our contemporaries live. Lastly, it is fatal because it awakens latent feelings of anxiety and impotence which weaken the very mainspring of civilizations based on a belief in progress and the work ethic.

Consequently, the only option available to those who refuse to live in indifference, insecurity and fear of the future is to combat these forces of disintegration and destruction. This explains the value of the commitment assumed by all the nations which have joined the United Nations and subscribed to its Charter. It also explains the importance of the task of keeping the peace in the world, which the United Nations has performed during the 40 years of its existence. Do not expect me to pass final judgement on its successes or failures in this field. Such an evaluation would be impossible. All I want to show is that the United Nations has demonstrated perseverance in these efforts and that without them the world might well be more belligerent, more unstable and more violent than it is. I have used these three adjectives deliberately, for they reflect the three levels at which the United Nations has acted. First, it has sought to win minds over to the idea of peace, against all prejudices, passions and fanaticisms. Next, it has endeavoured to reduce tensions that might lead to the outbreak of new conflicts. Lastly, it has tried to bring existing conflicts under control and to settle them by peaceful means.

Before turning to what have become the traditional fields of the prevention of war and the restoration of peace, I wish to dwell on one aspect of United Nations action on behalf of peace which is often unappreciated and sometimes criticized, namely, the campaign it has waged to render war hateful in the eyes of world public opinion and to prompt all peoples to demand peace.

Such a struggle is never won. Of course, the United Nations does not need to convince the Swiss that any recourse to force is madness in a world full of frighteningly destructive weapons. Is not their neutrality based on their attachment to peace?

It is not certain, however, that the rejection of violence is equally unconditional elsewhere. Of course, nobody wants war. But sometimes it seems traditional and inevitable. In such cases, it appears that nothing can overcome the ancestral prejudices, the atavistic mistrust and the long-standing hatreds. War can also be considered as the final form of social violence. The more human life is undervalued, the less shocking war becomes. Lastly, it can be perceived as a heroic adventure.

In short, habit, indifference and certain beliefs can combine to explain war or render it admissible or justifiable. An emphatic voice must therefore be raised in defence of peace. The United Nations is the place par excellence

(more).

where this appeal has resounded with a power that has continued to amplify as it progressed towards universality. The 108 States which have joined the 51 founding Members have, in effect, subscribed to its Charter and to the principle of non-use of force which it establishes. No doubt the unanimity of the views expressed is sometimes tinged with the homage that vice pays to virtue. It nevertheless curbs the resurgence of belligerent ideologies.

These pleadings on behalf of peace have found an undeniable echo in world public opinion, which the United Nations has sought to sensitize, inform and mobilize. That was the goal, for example, of the World Disarmament Campaign launched in 1982. That will also be the objective of the International Year of Peace, which will be proclaimed on 24 October 1985, the day when we will celebrate the fortieth anniversary of the Organization. It is true that some accuse the United Nations of having fallen into the trap of pacifism, which history has never shown to be the best guarantee of peace. The United Nations is also accused of upsetting the precarious balance between opposing forces by rallying to the cause of disarmament public opinion, whose influence varies greatly from one régime to another. My answer to this is that one must be careful to avoid any confusion in such matters. It is not for the United Nations to become involved in the considerations of States concerning their relative strengths. That is not the role of a world organization. On the contrary, its mission is to show all countries that they have an interest in peace. It is to encourage them to negotiate among themselves the disarmament which all their peoples desire with the same ardour.

Lastly, the United Nations has worked for peace in a more silent manner by providing the example of peaceful coexistence and even co-operation between countries that are antagonists. Its intergovernmental organs are free, of quarrels, if not of courteous polemics. They nevertheless succeed in understanding one another and co-operating. As for its integrated Secretariat, it is the living proof that staff members coming from the most varied cultures and holding the most widely differing beliefs can unite to ensure that a common idea of the general interest triumphs. Today it is the fashion to criticize the Secretariat, and there is no hesitation about doing so in a way which is often unjust. I am not saying that there is not a certain waste of resources, energy and talent in the United Nations, as elsewhere. But what administration is without defect? In fact, the United Nations, which has always defended the principles of competence and independence applicable to the recruitment and conduct of its personnel, possesses a body of highly qualified staff who are entirely devoted to it. There is no doubt that the cohesion of its administration is exemplary.

I now come to a more concrete aspect of the United Nations action on behalf of peace: the prevention of conflicts. You are aware that, unlike the League of Nations, the United Nations has chosen to attack the distant causes of conflicts so as to prevent their outbreak.

Apart from the appetite for power and the desire for conquest, there are objective factors of international tension on which the United Nations has sought to act in a preventive way. I am referring not only to economic inequalities but also to ideological or religious disagreements and certain frictions between States.

(more)



The poverty of many countries or, more exactly, their impoverishment, has always been considered a serious threat to international peace. In fact, the deterioration of living conditions in a country provokes discontent which destabilizes its Government, favours subversion and sets in motion the vicious circle of repression and violence. Other States are then tempted to intervene, so that all the conditions exist for the outbreak of a new conflict.

This risk is aggravated by the coexistence of régimes based on incompatible theories and beliefs. In this regard, all absolute systems of explaining the universe conceal a threat, since they are mutually exclusive.

Lastly, clashes between States can arise from the imperfect delimitation of their respective sovereignties and the use of certain common assets. Unanimity regarding the delimitation of land and sea boundaries is still far off. Furthermore, modern technology has facilitated the exploitation of the high seas and of space, thus increasing the possibility of friction.

At all these levels, the United Nations has sought to prevent or reduce tensions, although the results it has achieved have not always been accorded their true value.

I shall not dwell on the technical and financial assistance that it has provided for development. I shall simply cite one figure and make one observation. The figure is the percentage of the total expenditure of the United Nations system devoted to economic and social activities: that figure is now 89 per cent. The observation concerns the threefold advantage of multilateral aid for its beneficiaries. It is continuous, neutral and disinterested. I can assure you that developing countries, especially the least developed countries, which are struggling with permanent difficulties often aggravated by disastrous climatic conditions and which are legitimately concerned about their sovereignty, know how to appreciate that. As you know, a very special effort is required today on behalf of Africa, if the death of tens of millions of people and the destabilization of the whole continent are to be prevented.

In the case of ideological or religious tensions, the United Nations has acted in two ways. On the one hand, it has sought to ensure respect for a sort of basic morality, common to all countries, which includes human rights and hence, mutual tolerance. The promotion and protection of freedoms are, in effect, an essential component of its action on behalf of peace. The simple fact that the United Nations has accredited the idea that human rights are the responsibility of the international community represents an important step towards the reduction of violence. On the other hand, the United Nations has sought to relativize the dominant ideologies. It has done this deliberately by demonstrating that the imperative need for coexistence must prevail over ideological differences. It has also brought about progress in that regard simply by bringing opposing systems of thought face to face and stimulating propaganda which has sometimes generated indifference rather than conviction.

Lastly, as regards the clashes that can occur between nations, the United Nations has done much either to prevent them or to ensure that they do not degenerate into open conflicts. In order to limit the causes of friction, it

(more)

has sought to regulate relations among nations. Thanks to the United Nations, international law has undergone unprecedented development. In 40 years, 319 multilateral agreements have been completed. A convention such as the Convention on the Law of the Sea, most of whose provisions were adopted unanimously, is likely to prevent much disorder and tension. Some even regard it as the most important instrument of international law of this century. Differences have nevertheless arisen whose solution the United Nations has facilitated by enabling States to express their frustrations publicly and to call on the international community to witness their demands. By offering the chance of a remedy, the United Nations has often delayed the start of hostilities and allowed the international community to put pressure on the parties concerned to reduce their dispute to proper dimensions and settle it peacefully. For example, there is the role recently played by the United Nations in the border dispute between Laos and Thailand. After a meeting of the Security Council at which the two countries were able to express their respective points of view, tempers cooled and it was possible to avoid a confrontation.

When it has not been able to prevent the outbreak of hostilities, the United Nations has striven, finally, to achieve a cease-fire, to have it observed by sending a peace-keeping force to the scene, with the agreement of the belligerents, and to make use of the truce in the fighting to settle the conflict peacefully.

Achieving a cease-fire is not always easy. People get used to war, however hazardous and costly it is, and the longer it lasts, the more people fear it ending without glory. So appeals by the Security Council have not always been heeded. In three cases, however, the United Nations has achieved a total cease-fire.

The first time was in the Suez affair in 1956. The second time was in the Yom Kippur war between Israel and Egypt in 1973. The third time was in Cyprus in 1974, after the Turkish army's intervention. There have been other circumstances in which the United Nations has managed to achieve either a partial cease-fire or a de facto end to the fighting. But in the three cases I have mentioned, the cease-fire was formally announced following an appeal launched either by the General Assembly, on the basis of the "Uniting for peace" resolution, or by the Security Council. At the present time, the United Nations is striving to halt the bloodletting in Iran and Iraq. After the visit which I have just made to the region, I am convinced that the two countries desire peace and I am pursuing my efforts to bring their points of view closer together, however divergent they may be.

Once a cease-fire is agreed, its observance has to be assured. That is where the famous "blue helmets" come in, who are regarded as one of the greatest successes of the United Nations. The peace-keeping operations which have been carried out since 1956, when the first was launched at Suez, have shown their very great usefulness. Those who denigrate them are making a mistake about the nature of their mission. A few lightly armed contingents should not be expected to oppose a massive invasion by force. In any case, that is not the mandate which they have received from the Security Council.

(more)



What they are required to do is to come between the forces of the countries involved in the conflict in order to help the latter, with their agreement, to see that the cease-fire is observed. In case of need, they can also supervise the withdrawal of forces and help to restore national integrity.

Without mentioning Palestine and Kashmir, where observers rather than soldiers had been sent before 1956, peace-keeping forces have operated mainly in the Middle East, in the Congo, in West Irian, in Yemen and in Cyprus. At the present time, the United Nations maintains three peace-keeping forces. The first is in the buffer zone in Cyprus, the second on the Golan Heights and the third in southern Lebanon. Quiet reigns in Cyprus and on the Golan Heights. In Lebanon, UNIFIL had largely succeeded in keeping the peace in the area under its control until the arrival of Israeli troops in 1982. Despite the difficulties which it is encountering today, it can still help to re-establish the authority of the Lebanese Government in the southern part of the country. That is why the Security Council has just extended its mandate. I wish to make it clear that these peace-keeping forces are made up of contingents put at their disposal voluntarily by small and medium Powers, among which there are neutral countries such as Austria, Finland and Sweden. Nothing forced them to take part but they did not consider that their participation could compromise their neutrality in the slightest possible way.

Once the weapons have been silenced, the conflict still has to be settled through negotiation. To that end, the Security Council has, on a number of occasions, sent missions to the scene to determine the facts, to make inquiries and sometimes even to establish contact with the parties to the conflict. It has also prepared peace plans which meet with more or less general approval.

Lastly, it has on many occasions entrusted the Secretary-General with good offices missions. It was in that context, for example, that at the beginning of the year I was able to arrange a meeting in New York between the heads of the two Cypriot communities. There were those who termed this summit a failure, as it obviously did not lead to the solution that has been expected or, rather, that has been actively sought for more than 10 years. I myself consider that it helped progress towards a settlement which is now within reach; and that, in itself, is a success. Diplomacy is a field in which things happen slowly, and there is a need for patience. A change in direction is in itself a result which can give cause for satisfaction.

It was also in the context of the missions that are assigned to me by the Security Council that I requested one of my aides to act as an intermediary between Afghanistan and Pakistan. Through him, indirect talks took place between the Ministers for Foreign Affairs of those two countries. They resulted in an agreement on matters that should be the subject of a political settlement.

Lastly, I remain in contact with countries concerned by other questions such as Namibia, Kampuchea and the Falklands-Malvinas.

(more)

The United Nations has been serving the cause of peace for 40 years. It has continually proclaimed the benefits of peace and denounced the ills resulting from violence. It has tried to prevent disputes that could threaten peace, by establishing a little more justice, order and tolerance in the world. Lastly, it has endeavoured to end conflicts that have arisen despite its efforts. Everyone is free to judge the results of its activities as he sees fit. Let us at least, however, acknowledge its virtues of tenacity and patience.

\* \* \* \* \*

# United Nations

## Press Release

Department of Public Information  
Press Section  
United Nations, New York



SG/T/1336  
22 April 1985

*Trip  
Geneva  
(ACC)*

### SECRETARY-GENERAL ARRIVES IN GENEVA TO ATTEND MEETING OF ACC AND DELIVER SPEECH AT UNIVERSITY OF GENEVA

(Received from the Spokesman for the Secretary-General.)

GENEVA, 22 April -- The Secretary-General arrived in Geneva on Sunday, 21 April, to attend the regular spring meeting of the Administrative Committee on Co-ordination (ACC) and deliver a speech at the University of Geneva at the invitation of the Geneva section of the United Nations Association of Switzerland and of the University.

On Sunday afternoon, the Secretary-General met with Olof Rydbeck, Commissioner-General of the United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East (UNRWA), with whom he discussed the problems facing the Agency at present in Lebanon. They also discussed the difficult financial situation of the Agency.

The Secretary-General then met with Klaus Sahlgren, Executive Secretary of the Economic Commission for Europe (ECE), with whom he reviewed the work of the Commission.

The Secretary-General then had a meeting with Jeane Pierre Hocke, Director for operational activities of the International Committee of the Red Cross (ICRC).

The Secretary-General later met with M'Hamed Essaafi, United Nations Disaster Relief Co-ordinator, and later held meetings with his staff to prepare for the ACC meetings.

Today, the Secretary-General presided over three sessions of ACC, of which he is the Chairman.

\* \* \* \* \*

3360P

For information media — not an official record

UNITED NATIONS



NATIONS UNIES

INTEROFFICE MEMORANDUM

MEMORANDUM INTERIEUR

To: The Secretary-General

17 April 1985

From: Mr. J. Ripert, Director-General for Development  
and International Economic Co-operation

Mr. P. Ruedas, Under-Secretary-General  
Department of Administration and Management

Mr. S. Mousouris, Assistant-Secretary-General  
Office of Secretariat Services for Economic and  
Social Matters

Subject: First regular session of ACC for 1985

ACC will hold its first regular session for 1985 at the Palais des Nations in Geneva on 22 April (morning and afternoon) and 23 April (morning only). The meeting will begin with a private meeting for a political briefing by the Secretary-General. No other subject matters are expected to be raised in the private meeting. This will be immediately followed by formal meetings to consider:

- |                          |           |    |   |
|--------------------------|-----------|----|---|
| <u>Monday, 22 April</u>  | Morning   | 1) | Development and international economic co-operation             |
|                          | Afternoon | 2) | Critical economic situation in Africa                           |
|                          |           | 3) | Arrangements for the CCSQ (OPS) secretariat                     |
| <u>Tuesday, 23 April</u> | Morning   | 4) | Commemoration of the fortieth anniversary of the United Nations |
|                          |           | 5) | Personnel questions   |

1) Development and international economic co-operation

ACC will discuss developments in international economic co-operation since its last meeting in October 1984, focusing on money, finance, trade and debt.

/...

The Secretary-General will make an introductory statement to be followed by statements by Mr. de Larosière and the World Bank representative on the outcome of the Interim Committee and Development Committee meetings. It is expected that statements will also be made by Mr. Dunkel of GATT and Mr. McIntyre of UNCTAD.

No action on the item is required.

2. Critical economic situation in Africa

ACC will review the critical economic situation in Africa, covering the immediate emergency, rehabilitation needs and longer-term structural problems.

The Secretary-General will make a statement on developments since the last meeting of ACC in October 1984, to be followed by a statement by Mr. Morse on relief efforts. Statements will also be made by Mr. Saouma and Mr. Burki of the World Bank. It is expected that contributions will also be made by Mr. Brown (UNDP) and Mr. Ingram (WFP).

ACC should decide that a drafting group under the chairmanship of Mr. Strong should meet immediately following ACC to prepare a background paper for the CPC/ACC Joint Meetings on "the effectiveness and co-ordination of United Nations organs and specialised agencies in relief efforts in Africa."

3) Arrangements for the CCSQ (OPS) secretariat

ACC has before it a recommendation by the Organizational Committee on the substantive secretariat for CCSQ (OPS). Agreements have been reached on the location, budget and level (D-2) of the Co-ordinator of the secretariat. No agreement, however, has yet been reached on the appointment of the Co-ordinator. So far, ACC has before it three candidates, namely Mr. Houzer (UNDP), Mr. Ghosh (ILO) and Mr. Beringer (FAO).

ACC can take up the item at the end of the first day with a view to taking stock of the situation. If necessary, the Secretary-General can urge for further consultations with a view to arriving at a decision before the end of the ACC meetings. Mr. Ripert will conduct the consultations on behalf of the United Nations.

If no agreement could be reached by noon of Tuesday, ACC can postpone the matter to its next session and request the Chairman of the CCSQ (OPS) to make necessary arrangements for the substantive preparation of its next session.

/...

4) Commemoration of the fortieth anniversary of the United Nations

The Secretary-General will make a short statement informing ACC on recent developments in the preparation for the commemoration of the fortieth anniversary of the United Nations. A separate note on the detail of such preparation will be circulated for the information of ACC.

Since the item is for information and no action is required of ACC, Mr. Muller will not be present for the discussion of the item.

5) Personnel questions

ACC will discuss recent General Assembly resolutions and subsequent decisions of the International Civil Service Commission concerning the remuneration of professional staff and the pension system.

Mr. Amir Ali, Chairman of CCAQ will make an introductory statement. Staff representatives will also be invited to address ACC on this item.

ACC most likely will provide further guidance to the work of CCAQ on these matters. There may also be a proposal from the specialised agencies for holding a brief special session of ACC on these matters on 3 or 4 July 1985 in Geneva.

\* \* \*

Since ACC is meeting in Geneva, it is expected that Mr. Suy will attend the session. Mr. Essafi has also been invited to participate in the discussion on the critical economic situation in Africa. Mr. Adedeji was invited but most probably will not attend due to the concurrent ECA meetings in Arusha. Mr. Maurice Williams (WFC) and Mr. Ramachandran (Habitat) have not been invited to attend since no item of direct concern to their entities is on the agenda. All participants from the United Nations have been informed that their attendance should be limited to the executive head plus, if necessary, one aide.

PREMIÈRE SESSION ORDINAIRE DU CAC - 1985

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR :  
"SITUATION ÉCONOMIQUE CRITIQUE EN AFRIQUE"

INTRODUCTION DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

MES CHERS COLLÈGUES,

NOUS ALLONS MAINTENANT EXAMINER LE POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR INTITULÉ "SITUATION ÉCONOMIQUE CRITIQUE EN AFRIQUE".

VOUS VOUS SOUVENEZ QUE NOUS AVONS EU UN ÉCHANGE DE VUES FRUCTUEUX SUR CE SUJET, LORS DE LA SESSION QUE NOUS AVONS TENUE À NEW YORK, EN OCTOBRE 1984. A CETTE ÉPOQUE, NOUS AVONS TOUS EU LE SENTIMENT QUE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE DEVAIT RÉAGIR PLUS VIGOUREUSEMENT FACE À LA SITUATION D'URGENCE QUI ÉVOLUAIT RAPIDEMENT DANS DE NOMBREUSES RÉGIONS DU CONTINENT ET QU'IL FALLAIT AIDER LES GOUVERNEMENTS AFRICAINS À SURMONTER LES FAIBLESSES ET LES DÉSÉQUILIBRES STRUCTURELS QUI LES RENDENT VULNÉRABLES FACE AUX PERTURBATIONS CLIMATIQUES ET ÉCONOMIQUES. DANS CE CONTEXTE, LE DÉBAT A ÉTÉ AXÉ SUR LES PRINCIPALES CONCLUSIONS DU RAPPORT DE LA BANQUE MONDIALE SUR L'AFRIQUE AU SUD DU SAHARA. NOUS AVONS CONSTATÉ QUE LES GOUVERNEMENTS AFRICAINS DEVAIENT MOBILISER EFFICACEMENT LEURS RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIÈRES, EN RECONNAISSANT QUE CELA IMPLIQUERAIT UNE FERME VOLONTÉ POLITIQUE ET, DANS CERTAINS CAS, L'INTRODUCTION DE PROFONDS CHANGEMENTS DANS LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES.

JE TIENS ÉGALEMENT À VOUS RAPPELER QU'IL Y A EU ENTRE NOUS CONVERGENCE DE VUES QUANT À LA NÉCESSITÉ DE MIEUX COORDONNER L'ASSISTANCE AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT AFIN NON SEULEMENT D'EN AMÉLIORER LA QUALITÉ ET L'EFFICACITÉ MAIS ÉGALEMENT DE COMBATTRE LES TENDANCES NÉGATIVES QUI AFFECTENT LES FLUX DE CETTE ASSISTANCE. J'AI AUSSI EU LE SENTIMENT QUE LES INITIATIVES QUE J'AVAIS PRISES AU COURS DE L'ANNÉE AU SUJET DE LA SITUATION D'URGENCE AVAIENT RECU UN APPUI GÉNÉRAL.

PEU APRÈS NOTRE SESSION, L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE A ADOPTÉ PAR CONSENSUS UNE DÉCLARATION SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE CRITIQUE EN AFRIQUE. JE SUIS SÛR QUE CETTE DÉCLARATION, QUI DÉCRIT LE CADRE GÉNÉRAL DANS LEQUEL DOIT S'INSCRIRE L'ACTION DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE, VOUS EST FAMILIÈRE.

JE NE RAPPELLERAI PAS LES CIRCONSTANCES QUI M'ONT AMENÉ EN DÉCEMBRE 1984 À CONVOQUER UNE RÉUNION DES REPRÉSENTANTS PERMANENTS AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES CONSACRÉE À LA SITUATION EN AFRIQUE, AINSI QU'UNE RÉUNION DES DONATEURS RELATIVE À L'ETHIOPIE. JE SUIS CERTAIN QUE VOUS APPRÉCIEZ LES RAISONS QUI M'ONT AMENÉ À RENFORCER NOTRE PRÉSENCE EN ETHIOPIE ET, PAR LA SUITE, À ÉTABLIR, SOUS MON AUTORITÉ PERSONNELLE, UN BUREAU DES OPÉRATIONS D'URGENCE EN AFRIQUE.

TANT LES GOUVERNEMENTS DES PAYS AFRICAINS QUE LES PRINCIPAUX PAYS DONATEURS ONT RECONNU LE RÔLE ESSENTIEL QUE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUVAIT JOUER DANS LE CADRE DE LA SITUATION D'URGENCE EN AFRIQUE.



JE TIENS EN PARTICULIER À SOULIGNER QUE LES PAYS MEMBRES DU CAD ONT RECONNU QUE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUVAIT JOUER UN RÔLE CENTRAL ET SPÉCIFIQUE AFIN DE MOBILISER ET D'ORGANISER LES EFFORTS DÉPLOYÉS PAR LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE DANS LES SITUATIONS D'URGENCE.

M. BRADFORD MORSE VOUS DONNERA PLUS DE DÉTAILS, DANS QUELQUES INSTANTS, SUR LA SITUATION D'URGENCE. MAIS JE TIENS DÈS À PRÉSENT À EXPRIMER MA PROFONDE GRATITUDE À TOUS CEUX D'ENTRE VOUS QUI M'ONT AIDÉ - ET QUI L'ONT AIDÉ - À LANCER CE QUE L'ON PEUT QUALIFIER DE MOBILISATION INTERNATIONALE, PAR L'INTERMÉDIAIRE DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES, DES EFFORTS ET DES RESSOURCES AFIN DE FAIRE FACE AUX BESOINS CRITIQUES DES PAYS AFRICAINS AFFECTÉS.

EN ENTREPRENANT CETTE ACTION, NOUS PROUVONS QU'UNE COOPÉRATION ET UNE COORDINATION EFFICACES SONT POSSIBLES DANS LE SYSTÈME. NOUS DEVRIONS POURSUIVRE NOS EFFORTS. CE DÉFI QUI NOUS EST LANCÉ EST POUR NOUS L'OCCASION DE DÉMONTRER QUE NOTRE SYSTÈME PEUT FOURNIR AVEC EFFICACITÉ DES SERVICES AUX ÉTATS MEMBRES DANS LES MOMENTS DIFFICILES. À CET ÉGARD, JE TIENS À RAPPELER QU'IL NOUS FAUT ÉLABORER UN DOCUMENT DÉCRIVANT LES MESURES QUE NOUS AVONS PRISES D'UN COMMUN ACCORD FACE À LA SITUATION D'URGENCE EN AFRIQUE POUR LES RÉUNIONS COMMUNES CAC/CPC QUI SE TIENDRA EN JUILLET PROCHAIN. JE DEMANDERAI À M. BRADFORD MORSE DE DONNER DES DÉTAILS SUR CETTE QUESTION LORS DE SA PRÉSENTATION.

COMME JE L'AI DIT IL Y A QUELQUES INSTANTS, NOUS SAVONS TOUS QUE LA SITUATION CRITIQUE EN AFRIQUE NE SE LIMITE PAS À DES PROBLÈMES D'URGENCE À COURT TERME. LE RAPPORT DE LA BANQUE MONDIALE SUR L'AFRIQUE AU SUD DU SAHARA A CLAIREMENT ÉTABLI QUE LES DIFFICULTÉS PERSISTERAIENT À LONG TERME. SI LA GRAVE FAMINE ET LES TRAGIQUES MIGRATIONS PROVOQUÉES PAR LA SÉCHERESSE ET LA DÉSERTIFICATION ONT PROVOQUÉ UNE INQUIÉTUDE PARTICULIÈRE, ELLES ONT ÉGALEMENT ATTIRÉ L'ATTENTION SUR DES PROBLÈMES PLUS PROFONDS. JE SUIS PERSUADÉ QUE M. SAOUMA AIMERAIT NOUS DIRE DANS QUELQUES MOMENTS COMMENT LA FAO ENVISAGE LES QUESTIONS DU RELÈVEMENT DE L'AGRICULTURE ET DE LA MISE EN VALEUR DES TERRES EN AFRIQUE; DE MÊME, JE CROIS QUE NOUS ÉCOUTERONS TOUS AVEC PROFIT LE REPRÉSENTANT DE LA BANQUE MONDIALE NOUS EXPOSER LES MESURES PROPOSÉES PAR LA BANQUE EN FAVEUR DE L'AFRIQUE APRÈS LA MISE EN PLACE D'UN MÉCANISME SPÉCIAL DE FINANCEMENT POUR CE CONTINENT ET LES RÉSULTATS DE LA RÉUNION COMMUNE DE LA BANQUE ET DU COMITÉ DU DÉVELOPPEMENT DU FONDS QUI S'EST TENUE LA SEMAINE DERNIÈRE.

VOUS SAVEZ SANS AUCUN DOUTE QUE LE CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL A DÉCIDÉ D'INSCRIRE DE NOUVEAU À TITRE PRIORITAIRE LA QUESTION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE CRITIQUE EN AFRIQUE À L'ORDRE DU JOUR DE SA SESSION D'ÉTÉ. JE SUIS CONVAINCU QUE TOUS LES ORGANISMES DU SYSTÈME VOUDRONT PARTICIPER ACTIVEMENT AU PROCHAIN DÉBAT DU CONSEIL; JE SERAI HEUREUX D'ENTENDRE LES SUGGESTIONS QUE SOUHAITERIEZ FAIRE À CE SUJET.

JE DONNE MAINTENANT LA PAROLE À MON COLLÈGUE, M. BRADFORD MORSE.

\*\*\*\*\*

PROJET DE TEXTE POUR LES NOTES DU SECRETAIRE GÉNÉRAL  
AU CAC, GENEVE, 22-23 AVRIL 1985, SUR LE POINT  
"QUARANTIÈME ANNIVERSAIRE DES NATIONS UNIES"

COMME VOUS VOUS EN SOUVENEZ, J'AVAIS DÉCIDÉ DE DEMANDER À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE QUE L'ON COMMÉMORE CET ANNIVERSAIRE ESSENTIELLEMENT AFIN DE REDRESSER LA SITUATION INTERNATIONALE, D'ENRAYER LA DÉGRADATION DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE ET D'OBTENIR UN RENOUVEAU DE SOUTIEN ET D'ENGAGEMENT DES GOUVERNEMENTS À L'ÉGARD DE LA CHARTE. LA COMMÉMORATION A SUSCITÉ UN VIF INTÉRÊT PARMİ LES GOUVERNEMENTS, EN PARTICULIER AUPRÈS DES CHEFS D'ÉTAT COMME J'AI PU M'EN RENDRE COMPTE LORS DE MES VISITES DANS LES CAPITALS. JE CROIS QUE NOUS ALLONS ASSISTER À UN RASSEMBLEMENT D'UN NOMBRE IMPORTANT DE CHEF D'ÉTAT AU MOIS D'OCTOBRE. LA PRESSE MONDIALE PARLE BEAUCOUP DE L'OCCASION QU'OFFRE CET ANNIVERSAIRE POUR UNE PREMIÈRE RENCONTRE ENTRE M. GORBACHEV ET LE PRÉSIDENT REAGAN. SI CETTE RENCONTRE A LIEU, ELLE SOULIGNERAIT DE FACON ÉVIDENTE L'IMPORTANCE DES NATIONS UNIES COMME LIEU DE RENCONTRE.

PAR AILLEURS, PLUS D'UNE VINGTAINÉ DE COMITÉS NATIONAUX ONT DÉJÀ ÉTÉ CRÉES POUR LA COMMÉMORATION DE L'ANNIVERSAIRE, SOUVENT PRÉSIDÉS PAR DES HAUTES PERSONNALITÉS, D'ORDINAIRE LES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, COMME C'EST LE CAS EN FRANCE, EN BELGIQUE, EN UNION SOVIÉTIQUE, ET EN YUGOSLAVIE.

TOUTE UNE FLORAISON D'ACTIVITÉS EST L'OEUVRE DE CES COMITÉS; L'OBJECTIF PRINCIPAL EST D'OBTENIR UN EFFORT DE RÉFLEXION DANS LE DOMAINE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET UNE MEILLEURE CONNAISSANCE DES NATIONS UNIES DE LA PART DU PUBLIC. JE SUIS PERSONNELLEMENT ENCHANTÉ DE LA RÉACTION DES GOUVERNEMENTS, DU PUBLIC ET DES MEDIAS, ET JE CROIS QUE NOUS SORTIRONS DE CET ANNIVERSAIRE RENFORCÉS ET MIEUX CONNUS. BIEN ENTENDU, À LA FOIS LE COMITÉ PRÉPARATOIRE ET LES COMITÉS NATIONAUX SOULIGNENT QUE CET ANNIVERSAIRE TOUCHE L'ENSEMBLE DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES. IL Y A DONC LÀ UNE OCCASION UNIQUE DE FAIRE MIEUX CONNAÎTRE NOTRE SYSTÈME ET SON OEUVRE, COMME L'ONT BIEN NOTÉ LE CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ET L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DANS LEURS RÉOLUTIONS SUR CE SUJET.

J'AI SOULEVÉ AUPRÈS DES MEMBRES DU BUREAU DU COMITÉ PRÉPARATOIRE LA QUESTION DE LA PARTICIPATION DES CHEFS DES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES ET DES PROGRAMMES DES NATIONS UNIES AUX CÉRÉMONIES D'ANNIVERSAIRE. CETTE QUESTION EST ENCORE À L'ÉTUDE. ELLE A RECU UNE RÉPONSE PARTIELLE EN CE QUI CONCERNE LA JOURNÉE DU 24 OCTOBRE. LE COMITÉ PRÉPARATOIRE A DÉCIDÉ QUE CE JOUR-LÀ LES SEULS DISCOURS PRÉVUS SERONT CEUX DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ET DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL. J'ESPÈRE VIVEMENT QUE VOUS POURREZ VOUS TROUVER À NEW YORK À CETTE DATE POUR ASSISTER À CET ÉVÉNEMENT HISTORIQUE.

CERTAINS CHEFS D'ETAT NOUS ONT DÉJÀ FAIT SAVOIR QU'ILS NE PRENDRONT PAS LA PAROLE AU COURS DE LA SESSION COMMÉMORATIVE PROPREMENT DITE QUI, SELON LE NOMBRE DES CHEFS D'ETAT, DURERA DE 4 À 6 JOURS POUR CULMINER LE 24 OCTOBRE.

LEUR DÉSIR PRINCIPAL EST D'AVOIR AUTANT DE CONTACTS INFORMELS QUE POSSIBLE AVEC LEURS COLLÈGES.

AU COURS DES DÉBATS DU COMITÉ PRÉPARATOIRE, LE REPRÉSENTANT DE L'INDE A SOULIGNÉ QUE CETTE SESSION POURRAIT OFFRIR

L'OCCASION D'INTERACTIONS ENTRE LES CHEFS D'ETAT ET LES CHEFS DES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES. L'IDÉE EST ÉGALEMENT

À L'ÉTUDE DE PUBLIER UN VOLUME COMMÉMORATIF QUI ENTIENDRAIT LES DISCOURS ET DÉCLARATIONS DES CHEFS D'ETAT ET LES MESSAGES RECUS DES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES. NOUS NE MANQUERONS PAS

DE VOUS INFORMER ET DE VOUS ADRESSER LES INVITATIONS

PERTINENTES DÈS QUE NOUS CONNAÎTRONS LES DÉCISIONS DU COMITÉ PRÉPARATOIRE. LES RÉCENTES DÉCISIONS DU COMITÉ PRÉPARATOIRE

CONCERNANT LA SESSION COMMÉMORATIVE ONT ÉTÉ PORTÉES

À LA CONNAISSANCE DU COMITÉ ADMINISTRATIF DE COORDINATION.

\*\*\*\*\*

ACC SPRING SESSION, 1985

AGENDA ITEM 2. "INTERNATIONAL ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT"

STATEMENT OF THE SECRETARY-GENERAL

MY DEAR COLLEAGUES,

LET US NOW TAKE AGENDA ITEM 2 ENTITLED, "INTERNATIONAL ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT".

SINCE WE LAST MET THE ECONOMIC SITUATION HAS NOT CHANGED DRAMATICALLY. IN THE UNITED STATES RECOVERY HAS CONTINUED AND, WITH IT, THE IMPULSES THAT THE UNITED STATES ECONOMY PROVIDES TO THE REST OF THE WORLD. THERE ARE HOWEVER, SIGNS OF A SLOWING DOWN IN THE PACE OF EXPANSION. THE IMPACT OF THIS ON THE REST OF THE WORLD WILL DEPEND VERY MUCH ON THE CAPACITY OF THE INDUSTRIALIZED COUNTRIES TO HARMONIZE THEIR FISCAL AND MONETARY POLICIES, AND ALSO ON THEIR CAPACITY TO RESIST INCREASING PROTECTIONIST PRESSURES. THE POLICIES FOLLOWED BY THE INDUSTRIALIZED COUNTRIES IN THEIR RELATIONS WITH THE DEVELOPING COUNTRIES WILL ALSO OBVIOUSLY AFFECT THE CAPACITY OF THE LATTER TO ADJUST, IN A SUSTAINABLE WAY, TO THE NEW ECONOMIC CONDITIONS.

I HAVE EXPRESSED MY VIEWS ON THESE ISSUES IN A NOTE THAT I ADDRESSED TO THE MEMBERS OF THE INTERIM AND DEVELOPMENT COMMITTEES, WHICH MET LAST WEEK IN WASHINGTON.

A COPY OF THIS NOTE HAS BEEN CIRCULATED TO EACH OF YOU;

I AM NOT THEREFORE GOING TO REPEAT THESE VIEWS TODAY.

I WOULD BE GRATEFUL, HOWEVER, IF MR. DE LAROSIERE, [MR. DUNKEL], AND THE REPRESENTATIVE OF MR. CLAUSEN COULD GIVE TO US THEIR VIEWS ON THE ECONOMIC SITUATION, AND ON THE OUTCOME OF THE DELIBERATIONS IN WASHINGTON.

I SHOULD ALSO LIKE TO REFER TO RECENT MOVES, SO FAR LARGELY AMONG INDUSTRIAL COUNTRIES, TO EMBARK ON A ROUND OF TRADE NEGOTIATIONS AND A POSSIBLE MEETING ON MONETARY ISSUES. THIS WILLINGNESS TO ADDRESS KEY QUESTIONS AT THE MULTILATERAL LEVEL IS CERTAINLY WELCOME. LET US HOPE THAT IT REFLECTS A POLITICAL DETERMINATION TO REVERSE WHAT IS WIDELY REFERRED TO AS THE EROSION OF MULTILATERAL CO-OPERATION IN RECENT YEARS. ALL I WOULD LIKE TO ADD, AT THIS JUNCTURE, IS THAT THE DEVELOPING COUNTRIES, WHO ARE AN INTEGRAL PART OF THE INTERDEPENDENT WORLD ECONOMY, MUST BE FULLY INVOLVED IN THESE PROCESSES. THEY MUST NOT BE LEFT TO REMAIN AS BYSTANDERS, AWAITING CERTAIN BENEFITS.

ON ALL OF THESE ISSUES THE UNITED NATIONS HAS, IN MY VIEW, A MAJOR CONTRIBUTION TO MAKE. UNCTAD, IN PARTICULAR, HAS AN ESSENTIAL ROLE TO PLAY, IN CO-OPERATION WITH GATT, IN THE ANALYSIS OF PROBLEMS, AND IN THE ELABORATION OF POSSIBLE SOLUTIONS IN THE AREA OF TRADE. UNCTAD CAN ALSO HELP IN ENSURING THAT IMPORTANT GAPS ARE FILLED, AS FOR EXAMPLE ON ISSUES RELATING TO COMMODITIES, OR IN THE TREATMENT OF THE LEAST DEVELOPED COUNTRIES ON THE DEBT ISSUE.

LET ME UNDERLINE ANOTHER NECESSITY OF OUR TIME. WE NEED TO ENSURE THAT THE COMPARTMENTALIZATION OF ISSUES, THAT HAS TOO OFTEN CHARACTERIZED DISCUSSION AND ACTIONS IN THE PAST, IS AVOIDED. THERE IS A GROWING RECOGNITION OF THIS NEED, PARTICULARLY IN THE INTERRELATED FIELDS OF TRADE, MONEY AND FINANCE. BY THE SAME TOKEN, ECONOMIC, SOCIAL, CULTURAL AND ECOLOGICAL ISSUES HAVE LINKAGES: IT IS NO LONGER SATISFACTORY TO TACKLE CERTAIN ISSUES IN ISOLATION. AS YOU KNOW, SEVERAL ATTEMPTS HAVE BEEN MADE, IN VARIOUS ORGANS AND BODIES OF THE UNITED NATIONS SYSTEM, TO EMPHASIZE SUCH INTERLINKING RELATIONSHIPS.

EXPERIENCE HAS ILLUSTRATED THE PRACTICAL, AS WELL AS THE POLITICAL DIFFICULTIES IN TRYING TO TRANSLATE SUCH CONCEPTS INTO CONCRETE ACTION. WE ALL UNDERSTAND THE DIFFICULTIES. BUT IT WOULD BE WRONG, IN MY VIEW, IF WE DID NOT TRY TO GIVE THE FULLEST HELP TO GOVERNMENTS IN OVERCOMING THE PRESENT DIFFICULTIES.

BEFORE CONCLUDING, I WISH TO EMPHASIZE THE IMPORTANCE OF STRENGTHENING THE CAPACITY OF THE UNITED NATIONS SYSTEM TO IDENTIFY EMERGING PROBLEMS OF INTERNATIONAL CONCERN AND TO PROVIDE POSSIBLE SOLUTIONS TO THEM. OFTEN, IN THE PAST, WE HAVE BEEN OVER-TAKEN BY EVENTS AND RESPONDED TO THEM IN AN AD HOC AND INADEQUATE MANNER.



THERE IS, THEREFORE, NEED TO STRENGTHEN THE ABILITY OF OUR ORGANIZATIONS FOR SYSTEMATIC FACT-FINDING AND THE MONITORING OF LIKELY EVENTS OF CONSEQUENCE TO THE FUTURE - IN OTHER WORDS, WE NEED TO FURTHER DEVELOP OUR EARLY WARNING SYSTEM. WE ALSO NEED TO COLLECTIVELY ENSURE ALL POSSIBLE MEASURES TO PROMOTE INTERNATIONAL CO-OPERATION TO DEAL WITH SUCH ISSUES. I AM OF THE VIEW THAT THE TASK FORCE ON LONG-TERM DEVELOPMENT OBJECTIVES CAN, AND SHOULD, CONTINUE TO MAKE AN IMPORTANT CONTRIBUTION TO SUCH AN EFFORT.

\*\*\*\*\*

## SESSION PRIVÉE DE LA CAC

(SPEAKING POINTS)

### 1. BRIEFING POLITIQUE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

AU COURS DES SIX DERNIERS MOIS, BEAUCOUP DE PAYS MEMBRES ONT MONTRÉ L'INTÉRÊT QU'ILS PORTENT AUX "BONS OFFICES" DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DANS LES SITUATIONS DE CONFLIT. LA CRÉDIBILITÉ DU CABINET DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL AUPRÈS DES PAYS MEMBRES, PETITS ET MOYENS, DE L'ORGANISATION A AUGMENTÉ. JE SUIS CONVAINCU QUE CE PROCESSUS VA CONTINUER DANS LA MESURE OÙ LES GRANDES PUISSANCES NE PEUVENT PAS, AU NIVEAU UNILATÉRAL, TROUVER DE SOLUTIONS AUX CONFLITS.

### 2. CHYPRE

LE MANQUE DE SUCCÈS DE LA RÉUNION DE JANVIER ENTRE LES LEADERS DES DEUX COMMUNAUTÉS CHYPRIOTES NE DEVRAIT PAS FAIRE OUBLIER QU'APRÈS DE LONGS MOIS DE NÉGOCIATION, NOUS AVONS ABORDÉ LE FOND DU PROBLÈME ET OBTENU UN RÉSULTAT TRÈS UTILE: LA SOLUTION DE COMPROMIS EST LÀ, IL S'AGIT MAINTENANT DE FAIRE LE DERNIER PAS. AU COURS DES DIX DERNIÈRES ANNÉES, LES DEUX PARTIES N'ONT JAMAIS ÉTÉ AUSSI PROCHES SUR LES PROBLÈMES DE FOND SPÉCIFIQUES.

### 3. INDOCHINE

PENDANT MON VOYAGE DANS LA RÉGION EN JANVIER ET FÉVRIER, J'AI TROUVÉ UNE CERTAINE DISPONIBILITÉ DE LA PART DU VIETNAM À CHERCHER DES APPROCHES NÉGOCIABLES. EN MÊME TEMPS LE VIETNAM CONTINUE CE QU'ON PEUT APPELER "TWO-TRACK APPROACH". LE VIETNAM A MARQUÉ SON DÉSIR D'OUVERTURE À L'ÉGARD DES ETATS-UNIS. MALHEUREUSEMENT, L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION SUR LE TERRAIN A RENFORCÉ LA CONVICTION DES PAYS DE L'ASEAN QUE LE VIETNAM CHERCHE À IMPOSER UN RÈGLEMENT QUI ASSURERAIT LE MAINTIEN DU RÉGIME ACTUEL DE PHNOM-PENH.

#### 4. IRAN - IRAK

LORS DE MA RÉCENTE VISITE AUX DEUX PAYS, LES AUTORITÉS IRAKIENNES ET IRANIENNES ONT RÉITÉRÉ LEUR APPUI AUX BONS OFFICES DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET M'ONT ENCOURAGÉ À POURSUIVRE MES EFFORTS. L'IRAN M'A OUVERTEMENT INVITÉ À REVENIR. JE TROUVE QUE LE PROCHAIN PAS DOIT ÊTRE UNE RÉUNION DU CONSEIL DE SÉCURITÉ OÙ LES DEUX PARTIES SERAIENT INVITÉES, CE QUI PERMETTRAIT AU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE S'EXPRIMER À NOUVEAU SUR LE CONFLIT. APRÈS CELA, JE POURRAIS PEUT-ÊTRE OUVRIR UN PROCESSUS DE NÉGOCIATIONS SUR LA BASE DES PROPOSITIONS INFORMELLES QUE J'AI FAITES AUX DEUX PARTIES IL Y A QUATRE SEMAINES ET QUE LES DEUX PARTIES SONT PRÊTES À DISCUTER.

#### 5. AFGHANISTAN

A LA REQUÊTE DU PAKISTAN, LA RÉUNION DE GENÈVE DE FÉVRIER A ÉTÉ REPOUSSÉE ET LE MANQUE DE SIGNES ENCOURAGEANTS DE LA PART DE MOSCOU ET DE KABOUL M'A FORCÉ À CONCLURE QU'UNE AUTRE RÉUNION À GENÈVE NE SERAIT PAS TRÈS UTILE SANS PRÉPARATIONS INTENSIVES. LES DEUX PARTIES INSISTENT POUR QUE JE CONTINUE MES EFFORTS MAIS JE TROUVE QUE POURSUIVRE LES NÉGOCIATIONS SANS RÉSULTATS CONCRETS, ÉQUIVAUDRAIT À DÉTRUIRE LE PROCESSUS MÊME.

#### 6. LIBAN

CES DERNIERS JOURS ONT ÉTÉ MARQUÉS PAR UNE DÉTÉRIORATION TRÈS NETTE, TANT DE LA SITUATION MILITAIRE, À SAIDA ET À BEYROUTH, QUE DE LA SITUATION POLITIQUE. AVEC LA DÉMISSION DU PREMIER MINISTRE, LE GOUVERNEMENT D'UNION NATIONALE TRAVERSE UNE CRISE TRÈS SÉRIEUSE. PENDANT, LE RETRAIT ISRAËLIEN SE POURSUIT. LA SECONDE PHASE DU PLAN D'ÉVACUATION DEVRAIT ÊTRE COMPLÉTÉE D'ICI LA FIN AVRIL, CE QUI AMÈNERAIT LES FORCES ISRAËLIENNES LE LONG DU LITANI. LA TROISIÈME PHASE, LE RETRAIT DÉFINITIF SUR LA FRONTIÈRE, DEVRAIT SE DÉROULER AU DÉBUT DE JUIN.

LE CONSEIL VIENT DE PROLONGER LE MANDAT DE LA FINUL POUR UNE NOUVELLE PÉRIODE DE 6 MOIS, C'EST À DIRE JUSQU'AU 10 OCTOBRE 1985. LA FINUL RISQUE CEPENDANT DE SE TROUVER, D'ICI PEU DE TEMPS, DANS UNE SITUATION IMPOSSIBLE, SI LE GOUVERNEMENT ISRAËLIEN MET EN OEUVRE SON PLAN D'ÉTABLIR UNE ZONE DE SÉCURITÉ LE LONG DE LA FRONTIÈRE.

J'AI SOULIGNÉ AU CONSEIL L'IMPORTANCE D'INSTAURER SOUS SON AUTORITÉ DES CONDITIONS QUI PERMETTRAIENT À LA FINUL DE FONCTIONNER EN COOPÉRATION AVEC L'ARMÉE LIBANAISE. A CET ÉGARD, JE TROUVE QU'IL SERAIT IMPORTANT DE CONVOQUER À NOUVEAU UNE CONFÉRENCE DES REPRÉSENTANTS MILITAIRES DU LIBAN ET D'ISRAËL POUR DISCUTER DES ASPECTS MILITAIRES DU RETRAIT DES FORCES ISRAËLIENNES.

## 7. MOYEN-ORIENT

LA RECHERCHE D'UN RÈGLEMENT POLITIQUE DU PROBLÈME DU MOYEN-ORIENT RESTE DANS L'IMPASSE. MAIS LA RECHERCHE EST ENCORE PLUS URGENTE AUJOURD'HUI. IL FAUT TROUVER UN FORUM DANS LEQUEL LES NÉGOCIATIONS SUBSTANTIVES PUISSENT SE DÉROULER. J'AI MENTIONNÉ, IL Y A LONGTEMPS, D'UTILISER LES MÉCANISMES DU CONSEIL DE SÉCURITÉ POUR DISCUTER DES DIFFÉRENTS PLANS QUI ONT ÉTÉ SOUMIS DANS LES ANNÉES PASSÉES. SOUS LE CHAPEAU DU CONSEIL OU DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, LES PARTIES CONCERNÉES POURRAIENT DÉVELOPPER DES CONTACTS ENTRE-ELLES DE LA MANIÈRE LA PLUS LIBRE.

## 8. NAMIBIE

M. CHESTER CROCKER A INFORMÉ LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL QU'À LA SUITE DES ENTRETIENS EXPLORATOIRES QUE LES ÉTATS-UNIS AVAIENT TENUS AVEC L'ANGOLA ET L'AFRIQUE DU SUD, UNE DÉCISION AVAIT ÉTÉ PRISE AU NIVEAU PRÉSIDENTIEL EN VUE D'ACCÉLÉRER LE RYTHME DES NÉGOCIATIONS VISANT À PARVENIR À UN RÈGLEMENT DE LA SITUATION EN NAMIBIE ET EN ANGOLA. IL A DÉCLARÉ QUE LES ÉTATS-UNIS AVAIENT PRÉSENTÉ DE NOUVELLES PROPOSITIONS AUX GOUVERNEMENTS ANGOLAIS ET SUD-AFRICAIN EN VUE DE FAIRE PROGRESSER LE PROCESSUS DE NÉGOCIATION.

JE N'AI PAS ENCORE VU LE TEXTE DE CE DOCUMENT MAIS LA POSITION DES NATIONS UNIES RESTE LOYALE À LA RÉOLUTION 435 DU CONSEIL DE SÉCURITÉ.

GRAPHNET EGWC

⊕

UNATIONS NYK

..5

1530 EST⊕

UNATIONS NYK

⊕

UNATIONS NYK

⊕

UNATIONS NYK

MEMO-TELEX CH

427993Z TXC CH

*Trip Geneva (ACC)*

*UN Staff Movements  
29/10  
for Disarmament*

*UNOG*

<b>INCOMING</b>
<b>ACTION</b>
TO _____
THE NO. _____
<input type="checkbox"/> ACTION COMPLETED
INITIALS _____

*GP*

A M. EMILIO DE OLIVARES EXECUTIVE ASSISTANT TO THE SECRETARY GENERAL  
ONU NEWYORK DE MICHEL DEBERNARDI COORDONNATEUR DU MOUVEMENT DE  
DEFENSE DU PERSONNEL ONUG APPRENNONS SECRETAIRE GENERAL SERA A GENEVE  
SEMAINE COMMENCANT 22 AVRIL. MOUVEMENT DE DEFENSE DU PERSONNEL (MDP)  
AIMERAIT AVOIR ENTREVUE AU SUJET QUESTION SOULEVEE DANS  
CORRESPONDANCE MDP A SECRETAIRE GENERAL DATEE 1ER AVRIL 1985. VOUS  
SERIONS RECONNAISSANT BIEN VOULOIR M'INFORMER HEURE QUI CONVIENDRAIT  
SECRETAIRE GENERAL. VOUS REMERCIONS VOTRE CO-OPERATION.

*not  
rec'd  
yet*

GENEVE

17.4.85

++++

(STORED 17-APR-85 20:09GMT)

⊕

UNATIONS NYK

427993Z TXC CH

*Mission Permanente de la Grèce*  
*L'Ambassadeur*

*Geneva* 8 March 1985

Mr. Director-General,

Following our today's telephone conversation I wish to confirm to you my wish to have the opportunity to see the Secretary-General Mr. Perez de Cuellar for one or two minutes during his present visit in Geneva.

The subject of my conversation with the Secretary-General will be a matter related to the Economic Commission for Europe, whose I will be the next president.

Please accept, Mr. Director General, the assurance of my highest consideration.



Athanasios Petropoulos  
Permanent Representative

Mr. Erik SUY  
Director General of the  
United Nations Office in  
Geneva  
Palais des Nations

File: SG trips Geneva/Berne  
XRef: "Trip Geneva (ACC) July 8  
b/f: VD/EO/FP/FR/IM April 8

NOTE FOR THE FILE:

1. On 10 January 1985 Mr. Varchaver called me to check again that the Secretary-General had agreed in principle on a visit to Berne on 1 July and that the ACC/CPC meeting could be held in Geneva on the morning of 2 and 3 July. I confirmed to him that in principle the Secretary-General was prepared to consider this option and that I was in touch with the ACC/CPC Secretariat to make sure that the agenda of discussions could be covered in a day-and-a-half.

2. Mr. Varchaver then reminded me that last year during a meeting with the UNA of Switzerland, the Secretary-General had "promised" to give a speech on the occasion of the fortieth anniversary in Geneva. It was also intimated at that time that the best forum would be the University of Geneva, which had since been approached and had expressed enthusiasm about it. As the University would not be open in July, Mr. Varchaver suggested for the Secretary-General's consideration that his speech to the UNA of Switzerland and the University of Geneva (the diplomatic corps and the Geneva authorities would also be invited) could take place on 22 April in the evening when the Secretary-General will be in Geneva for the spring session of the ACC. I undertook to bring this matter to the attention of the Secretary-General.

G. Picco/10.i.85

cc: Mr. de Soto  
Mr. Diallo

OFFICE DES NATIONS UNIES  
A GENÈVE

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL



PALAIS DES NATIONS  
CH-1211 GENÈVE 10

UNITED NATIONS OFFICE  
AT GENEVA

THE DIRECTOR-GENERAL

RECEIVED

JUL 3 1984

UNOG

UNAs/im/World

Future Trip

le 24 juillet 1984

G/OR 520(2)  
G/OR 340(18)  
G/OR 520(1)  
AV/pms

Monsieur le Président,

Je vous remercie de votre lettre du 13 juillet 1984 à la suite de la visite que vous-même et vos collègues de l'Association de Genève pour les Nations Unies avez rendu au Secrétaire général lors de son récent séjour à Genève.

Comme vous le savez, à part les très brefs passages qui pourraient se présenter d'une façon inattendue, M. Perez de Cuéllar assiste régulièrement à l'ouverture de la session d'été du Conseil économique et social qui se tient à Genève et se situe normalement dans les premiers jours de juillet. Il est cependant encore trop tôt pour connaître les dates exactes de ce séjour en 1985, dont la planification se fera très probablement à partir de Pâques. Je me permets donc d'envoyer copie de cette lettre au Cabinet du Secrétaire général et ne manquerai pas de reprendre contact avec vous à ce sujet au début du printemps prochain.

J'ai pris bonne note des noms de vos collègues chargés de liaison avec le Palais des Nations en ce qui concerne la célébration du 40ème anniversaire des Nations Unies. De notre côté, un petit comité, qui reprendra ses activités dès le mois de septembre, a été établi sous la présidence de mon Chef de Cabinet, M. André Varchaver. Ce dernier veillera à ce que les meilleures relations d'information et de collaboration soient instaurées avec Messrs. Segond, Martin et Nicollier.

Veuillez recevoir, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Erik Suy

Monsieur Pierre Keller  
Président  
Association de Genève pour  
les Nations Unies  
11, rue de la Corraterie  
1204 Genève

cc: M. Dayal, New York



11. RUE DE LA CORRATERIE

Genève, le 13 juillet 1984  
31/mjb

G/ORA 340(18)

G/ORA 520(1)

15 JUL 1984  
1. *Ell. Suy*  
2. ....  
3. ....  
☐ ACKNOWLEDGED  
☐ ACTION COMPLETED  
☐ NO. OTHER REC.  
INITIALS .....

Monsieur Erik Suy  
Directeur Général  
OFFICE DES NATIONS UNIES  
Palais des Nations

1211 GENEVE 10

*23/7/84*  
*à discussion*  
*19.7.84*

Monsieur le Directeur Général,

① Mes collègues et moi-même avons été très heureux d'avoir eu l'occasion mardi dernier de rencontrer le Secrétaire Général des Nations Unies et d'échanger des vues avec lui sur divers sujets qui préoccupent notre Association. Nous sommes en particulier très reconnaissants à Monsieur J. Perez de Cuellar d'avoir bien voulu accepter de présenter un exposé l'année prochaine sous les auspices de la section genevoise de l'Association Suisse pour les Nations Unies. Notre Comité est, bien entendu, à votre disposition pour fixer la date et les modalités de cette conférence.

② Le Secrétaire Général a également suggéré que notre Association participe à l'organisation des cérémonies du 40<sup>me</sup> anniversaire des Nations Unies. Notre Comité a désigné Messieurs Guy-Olivier Segond, Georges-Henri Martin et Alain Nicollier pour maintenir le contact avec vous-même ou toute autre personne que vous mentionneriez à cet effet.

En vous remerciant de l'intérêt que vous portez aux activités de notre Association, je vous prie de croire, Monsieur le Directeur Général, à l'assurance de ma haute considération et à l'expression de mes sentiments les meilleurs.

*Pierre Keller*

Pierre Keller  
Président

Association de Genève pour les Nations Unies

Future Trip  
ACC

20-9

b/f: VD/EO/AS  
cc: Mr. Bialle

NOTE FOR THE SECRETARY-GENERAL:

Ref: Trips of the Secretary-General

1. In October the ACC will be deciding where and when to meet in April 1985. At the moment, there is an offer by UNEP for the ACC to meet in Nairobi. However, the following elements are being used in order to have a meeting in Geneva instead:

a) The deplacement of heads of agency to Nairobi will require more time than a meeting in Geneva, and it is clear that many principals (the World Bank, IMF, etc.) will not attend a meeting in Nairobi.

b) It could also be argued that at a time when the Secretary-General is trying to make economies, it would be much more expensive to meet in Nairobi rather than in Geneva.

2. Whatever the site, the date suggested for the meeting is 22-24 April or 18-20 April 1985.

3. If the Secretary-General has a preference for a time or place, his views could be made known, without disclosing their origin, during the next few days.

G. Picco/20.ix.84

Gidam

Please note: Sp he, agreed in

principle to be in April or 24 April

for an important gathering in Geneva -

being organized by Sony Rangel in the

Third World Foundation. I circulated the

letter on the subject. Let us try to put it into

it is already in the S/S book.

Sp/20/9

cc: SG  
FP/amv

File: Switzerland  
XRef: SG Future trips  
b/f: VD/Edo/Ades/Chao/ID/CP/BH/MJS/MIP

30-11

Le 23 novembre 1982

de la Corra  
à Genève

Monsieur l'Ambassadeur et Cher Ami,

J'ai bien reçu votre lettre du 10 novembre 1982 concernant l'Association de Genève pour les Nations Unies et vous en remercie sincèrement. J'ai été heureux de recevoir de vos nouvelles et de constater que vous étiez toujours aussi actif.

Votre invitation à participer à l'une de vos réunions est très aimable et je vous en sais gré. Je ne vous cacherais pas cependant que mon calendrier pour 1983 s'avère chargé et qu'un certain nombre de voyages à l'étranger y sont déjà inscrits. J'ai aussi reçu d'autres invitations à faire des conférences en Suisse et dans d'autres pays européens dont je dois tenir compte. Il m'est donc difficile, à ce stade, de m'engager mais vous pouvez être certain que je garderai votre invitation à l'esprit si une occasion devait se présenter lors d'un de mes prochains passages à Genève.

En attendant d'avoir le plaisir de vous revoir à New York dans le courant du mois de janvier, je vous prie de croire, Monsieur l'Ambassadeur et Cher Ami, à mes sentiments très cordiaux.

Comité de Genève pour les Nations Unies milite en faveur de l'entrée de notre pays dans l'Organisation mondiale et s'efforcera ardemment que lors de l'un de vos prochains passages à Genève, elle organise spécialement un colloque en votre honneur.

Son Excellence pour vous.

Monsieur Bernard Tur ettini

Ancien Observateur de la Suisse active de cette Association ayant auprès de Nations Unies, je prends la liberté de vous en rappeler l'amitié qui nous liait 11, rue de la Corrairie 1204 Genève, Suisse

(1971-1974). Depuis lors, après un dernier passage à Genève, restant cependant très actif à l'Organisation des Nations Unies et faisant partie de ceux qui, par une information objective, le peuple suisse a